

AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

# Informations générales

Email de contact : sp-lorient-bdet@morbihan.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 17 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Auray Quiberon Terre Atlantique

Si protocole de préfiguration : date de signature : 27 juillet 2021

### **Signataires**

Nature des signataires du CRTE :

- Nom: CC Auray Quiberon Terre Atlantique, nature: CC, SIREN: 200043123
- banque des territoires

### **Stratégie**

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- SCOT
- Projet alimentaire territorial
- PCAFT
- Etude de capitalisation CIT'ERGIE avec l'ADEME
- Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés
- Schéma directeur déchets
- Plan Climat Air Energie Territorial
- PAPI
- PIG Habiter mieux avec l'ANAH
- Programme "Mobilisons les Breton.ne.s" avec l'ADEME

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

Convention globale CAF

- Contrat de ville
- Volet territorial du CPER
- Convention avec le centre des monuments nationaux pour l'activité du chantier d'insertion des mégalithes
- Convention Fonds départemental d'inclusion avec la DDETS pour le volet insertion par l'activité économique
- Convention "conseil en énergie partagé" avec ADEME et Région
- Accord de programmation avec l'agence de l'eau et l'Etat pour mener des travaux de réhabilitation et modernisation des systèmes d'assainissement

Liste des programmes de l'ANCT intégrés : Petits villes de demain

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs...:

- Préserver notre environnement et valoriser nos ressources
- Soutenir notre économie au plus près des acteurs
- Aménager notre territoire en veillant à nos équilibres
- Mobiliser nos ressources au service d'une action publique efficace
- Capitaliser sur notre qualité de vie, le bien-être et les liens sociaux

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Oui

### Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Economie sociale et solidaire
- Mobilités douces
- Santé et soins
- Emploi et Insertion
- Sport
- Loisirs
- Culture et patrimoine
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Extension urbaine maîtrisée
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Restauration et alimentation durable
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels

- Sensibilisation et animation de la transition
- Production d'énergies renouvelables
- Efficacité énergétique
- Organisation des déplacements
- Commerce, artisanat de proximité
- Transports en commun
- Accès à un logement de qualité
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
- Tourisme durable

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 3

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 104

### Gouvernance et évaluation

#### composition du COPIL:

- Banque des Territoires
- Président d'AQTA
- Autres établissements publics et opérateurs de l'Etat mobilisés en appui du CRTE
- Sous-prefecture de Lorient

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées : Conseil de développement

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : 1

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : 2

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : Consultation publique/citoyenne, Questionnaires / enquête numérique, et Concertation élus/techniciens

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions : Non

# Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : Pays

Mobilisation d'une ingénierie externe : NON

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des

différents financements) au jour de la signature du contrat : Non

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de

fonctionnement : 0€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses

d'investissement : 0€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 0€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 0€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0€.